

AB INVEST

SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE

Au capital de 288 000 euros

**Siège social : 30, rue de Cariou
22350 CAULNES**

STATUTS CONSTITUTIFS

ARTICLE 1^{er} - FORME

La présente société (la « **Société** ») est une société par actions simplifiée régie par les dispositions législatives et réglementaires applicables à cette forme de société et par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment avec un ou plusieurs associés.

Elle a été constituée par acte établi sous seing privé à Plérin le 18 septembre 2023.

ARTICLE 2 - DÉNOMINATION

La Société est dénommée AB INVEST.

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "Société par actions simplifiée" ou des initiales "S.A.S." et du montant du capital social.

ARTICLE 3 – OBJET

La Société a pour objet :

- l'acquisition, la souscription, la détention, la cession, l'échange de toutes valeurs mobilières et plus généralement de toutes participations, directes ou indirectes, dans le capital de sociétés françaises ou étrangères ;
- la participation de la Société par tous moyens, directement ou indirectement, à la création de sociétés nouvelles ;
- toutes prestations de services en matière commerciale, administrative, financière ou autre au profit de toute société contrôlée directement ou indirectement au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce par la Société et/ou de toute société dans lesquelles la Société détient des participations ;
- le financement par voie de prêt, d'avance ou par tous autres moyens (en ce compris tous prêt, avance, ou toute opération de trésorerie dans les limites prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur), l'octroi de garanties, telles que cautionnement ou aval, au profit des sociétés contrôlées directement ou indirectement au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce par la Société et/ou des sociétés dans lesquelles la Société détient des participations ;
- l'exercice de tout mandat social au sein de sociétés civiles ou commerciales ;
- l'acquisition, la vente, la construction, la mise en valeur, l'administration et l'exploitation par location ou autrement de tous immeubles, biens et droits immobiliers, dont elle pourrait devenir propriétaire ;
- la gestion de son propre patrimoine, tant immobilier que mobilier ;
- la participation à toutes entreprises ou sociétés françaises ou étrangères, créées ou à créer, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes.

Et généralement, toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, se rattachant directement ou indirectement à cet objet ou à des activités similaires, connexes ou complémentaires, ou susceptibles d'en favoriser la réalisation.

ARTICLE 4 - SIÈGE SOCIAL

Le siège social de la Société est fixé 30, rue de Cariou – 22350 CAULNES.

Il peut être déplacé, au sein du même département, sur décision du président qui a, en pareil cas, pouvoir de modifier les statuts et, partout ailleurs, sur décision de la collectivité des associés ou de l'associé unique.

ARTICLE 5 - DURÉE

La durée de la Société est de 99 années, à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation décidée par la collectivité des associés ou l'associé unique.

ARTICLE 6 - APPORTS - CAPITAL SOCIAL

6.1 Apports

Lors de la constitution de la Société, il lui a été consenti par Monsieur Ivan BOTREL l'apport en nature de la nue-propriété de 30 actions de la société BOTREL FINANCIERE, avec prise d'effet à la date d'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés.

La valeur globale des apports a été fixée à 288 000 euros.

Toutes les conditions et modalités de cet apport en nature sont relatées dans un acte annexé aux présents statuts (Annexe 1).

Les apports susvisés ont fait l'objet d'un rapport de la société AGECA AUDIT, commissaire aux apports désigné par l'associé fondateur le 17 juillet 2023. Ledit rapport a été tenu, à l'adresse prévue du siège social, à la disposition du futur associé, qui a pu en prendre copie, trois jours au moins avant la date de la signature des statuts, ce que l'associé unique reconnaît. Une copie de ce rapport est annexée aux présents statuts (Annexe 2).

En rémunération de l'apport susvisé, il est attribué à Monsieur Ivan BOTREL, 2 880 actions de la Société.

6.2 Capital social

Le montant du capital social est de 288 000 euros, divisé en 2 880 actions de 100 euros chacune de valeur nominale, intégralement souscrites et libérées de la totalité de leur valeur nominale.

ARTICLE 7 - AVANTAGES PARTICULIERS

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier au profit de personnes associées ou non.

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté en une ou plusieurs fois dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts.

Il peut être réduit ou amorti dans les conditions déterminées par la loi.

ARTICLE 9 - EMISSION DE VALEURS MOBILIERES AUTRES QUE DES ACTIONS

La Société peut émettre des obligations simples.

Cette émission relève de la compétence exclusive des associés et est donc décidée ou autorisée par décision collective des associés ou décision de l'associé unique.

La Société peut également émettre des valeurs mobilières donnant accès à son capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance. L'émission de ces valeurs mobilières est décidée ou autorisée par décision collective des associés ou décision de l'associé unique.

ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIERES

Les actions et toutes autres valeurs mobilières pouvant être émises par la Société revêtent obligatoirement la forme nominative. Elles donnent lieu à une inscription au nom de leur titulaire dans les comptes tenus par la Société ou dans un dispositif d'enregistrement électronique partagé.

Les attestations d'inscription en compte sont valablement signées par le Président, le ou l'un des liquidateurs, un directeur général, ou encore par toute autre personne ayant reçu délégation à cet effet de l'une des personnes susvisées.

ARTICLE 11 -TRANSMISSION DES TITRES

11.0 Définitions

Pour l'application du présent article :

- Le terme « **Associé** » vise un propriétaire ou un nu-propriétaire, le cas échéant indivis, d'actions de la Société ;
- Le terme « **Cessionnaire** » vise la personne à laquelle le Titulaire Transférant envisage de Transférer des Titres ;
- Le terme « **Répartition du solde à la plus forte moyenne** » désigne, pour l'application du droit de préférence des Associés en cas de refus d'agrément d'un Transfert, la procédure aux termes de laquelle le solde des Titres restant à répartir sont attribués, l'un après l'autre, en calculant, pour chaque Associé ayant exprimé l'intention d'acquérir des Titres dont le Transfert n'a pas été agréé, une moyenne égale à la division de (i) sa quote-part dans le capital social (en prenant en compte le cas échéant sa quote-part de droits indivis) (ii) par le nombre de Titres déjà obtenu par celui-ci plus un. L'Associé ayant la plus forte moyenne obtient le Titre supplémentaire. Si plusieurs associés obtiennent une moyenne identique, ils sont départagés par tirage au sort. L'opération se poursuit autant de fois qu'il reste de Titres à répartir ;
- Le terme « **Titres** » désigne toutes actions émises par la Société, ainsi que toutes autres valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à son capital et les droits détachés de ces titres lorsqu'ils sont négociables ou susceptibles de l'être (droit préférentiel de souscription, droit d'attribution, ...) ;
- Le terme « **Titulaire de Titres** » désigne toute personnes physique ou morale détenant la pleine propriété, l'usufruit ou la nue-propriété, le cas échéant indivise, de Titre(s) émis par la Société ;
- Le terme « **Titulaire Transférant** » désigne tout Titulaire de Titres qui envisage de procéder à un Transfert de Titres ou dont les Titres sont Transférés du fait de son décès ;

- Le terme « **Transfert** » (et sous forme de verbe « **Transférer** » ou de gérondif « **Transférant** ») désigne toute opération, quelle qu'en soit la forme, ayant pour effet de transférer la propriété, y compris indivise, la jouissance, la nue-propriété ou l'usufruit de Titres à toute personne (physique ou morale) autre que la Société, telle que, notamment, sans que cette énumération soit limitative : ventes, échanges, donation, constitution d'un usufruit, successif ou non, au profit d'un conjoint survivant, adjudication, constitution ou réalisation de sûreté, apports, fusions, scissions ou tout autre événement emportant transmission universelle du patrimoine d'une personne morale associée, liquidation, partage, succession, legs ou toute opération de droit français ou étranger transférant tout ou partie des prérogatives de la pleine propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit ou de tout type de droit personnel, réel ou conventionnel portant sur un Titre. Par exception à ce qui précède, la mise en communauté de Titres, sans transfert de la qualité d'Associé, à l'époux non Associé ne sera pas considérée comme un Transfert ;
- Le terme « **Usufruitier** » vise la personne qui est titulaire d'un usufruit actuel sur des Titres de la Société. Cet usufruit peut avoir ou non été créé sur la tête de l'Usufruitier et être d'une durée déterminée ou viagère. Il ne vise pas en revanche le bénéficiaire d'un usufruit successif sur des Titres de la Société ;
- Le terme « **Transfert Complexe** » désigne tout Transfert autre qu'une vente pure et simple, celle-ci se caractérisant par :
 - une rémunération exprimée exclusivement en numéraire, et
 - un prix déterminé (et non déterminable) ;
- Les termes « **Transferts Libres** » ou « **Transfert Libre** » ont le sens qui est indiqué au 11.2.1 du présent article.

11.1 Principes généraux

Le Transfert des Titres s'opère par virement de compte à compte dans les registres de la Société ou dans un dispositif d'enregistrement électronique partagé.

La Société ne pourra enregistrer aucun Transfert de Titres dans ses registres et comptes d'inscription ou dans un dispositif d'enregistrement électronique partagé sans qu'il lui soit justifié que les stipulations du présent article 11 ont été respectées.

Toutes les notifications visées au présent article se font par lettre recommandée avec avis de réception ou par lettre simple remise en mains propres contre récépissé. Elles prennent effet, selon le cas, à la date figurant sur la "Preuve de dépôt" remis par la Poste ou encore à la date figurant sur le récépissé de la lettre remise en mains propres, sauf s'il est expressément prévu qu'un délai court à compter de la réception de la notification (auquel cas, la prise d'effet est reporté à la date de réception).

Tous les délais visés au même article se décomptent comme en matière de procédure civile, et plus particulièrement conformément aux articles 640 et suivants du Code de Procédure Civile.

Les attributions dévolues au Président dans le cadre du présent article seront exercées par le directeur général ou l'un des directeurs généraux, sous réserve qu'il en ait été désigné un, dans l'hypothèse où le Transfert projeté serait effectué par le Président ou par un associé contrôlé, directement ou indirectement, par le Président ou contrôlant directement ou indirectement le Président ou encore sous le contrôle d'une personne contrôlant le Président.

Pour l'application du présent article, la notion de contrôle s'entend au sens qui lui est donné par l'article L. 233-3 du code de commerce.

11.2 Transferts de Titres entre vifs

11.2.1. Champ d'application de l'agrément

Tout Transfert de Titres entre vifs est soumis à la procédure d'agrément définie au 11.2.2 du présent article. Par extension, est assimilé à un Transfert entre vifs le Transfert réalisé par ou au profit d'une personne morale, sauf dans l'hypothèse où le Transfert au profit de ladite personne morale résulte du décès du Titulaire Transférant (auquel cas, il est régi par les stipulations du 11.3 du présent article).

Par exception à ce qui précède, les Transferts de Titres de l'associé unique s'effectuent librement (les « **Transferts Libres** » ou un « **Transfert Libre** »).

11.2.2 Procédure d'agrément

11.2.2.1 Préalablement à tout Transfert de Titres entre vifs autre qu'un Transfert Libre, le Titulaire Transférant doit notifier le projet de Transfert à la Société prise en la personne de son Président (la « **Notification du Projet de Transfert** ») en indiquant :

- la nature juridique du Transfert (exemple : vente, apport, donation, constitution d'un usufruit successif en cas de donation avec réserve d'usufruit, transmission par voie de fusion...),
- les nom et prénom ou la dénomination sociale, le cas échéant son numéro RCS l'adresse ou le siège social du Cessionnaire proposé,
- si le Cessionnaire est une personne morale, l'identité des personnes qui la contrôlent tant directement qu'indirectement,
- le nombre de Titres à Transférer,
- le prix par Titre Transféré si le Transfert n'est pas un Transfert Complexe,
- en cas de Transfert Complexe, les modalités de détermination du prix ou de la contrepartie des Titres Transférés (ou encore de l'évaluation des Titres Transférés si le Transfert n'a pas lieu à titre onéreux), ainsi que le prix de rachat par Titre proposé par le Titulaire Transférant dans l'hypothèse d'un refus d'agrément.

Le Titulaire Transférant devra y joindre également une lettre du Cessionnaire contenant l'acceptation par ce dernier des conditions du Transfert projeté.

Il est précisé qu'en cas de Transferts de même nature juridique réalisés concomitamment par plusieurs Titulaires Transférant au profit d'un même Cessionnaire, il pourra être établi une notification unique à la Société. En pareil cas, les Titulaires Transférant seront réputés ne former qu'un unique Titulaire Transférant et il sera fait masse des Titres par eux Transférés pour l'application de leurs droits et obligations aux termes du présent 11.2. Ils devront s'exprimer par la voix d'un seul représentant, à peine d'inopposabilité des actes par eux effectués pour l'application des procédures visées audit 11.2, en ce compris pour la renonciation au projet de Transfert de Titres.

De même, il pourra être établi une notification unique en cas de Transferts de même nature juridique réalisés concomitamment (ou prenant effet à terme, dans le cas où l'un des Transferts consiste dans un usufruit successif institué à l'occasion d'une donation avec réserve d'usufruit) par un même Titulaire Transférant au profit de plusieurs Cessionnaires. En pareil cas, les Cessionnaires seront réputés ne former qu'un seul Cessionnaire et il sera fait masse des Titres à eux Transférés pour l'application de leurs droits et obligations aux termes du présent 11.2. Ils devront s'exprimer par la

voix d'un seul représentant, à peine d'inopposabilité des actes par eux effectués pour l'application des procédures visées audit 11.2.

Toute notification qui ne serait pas effectuée dans les conditions ci-dessus sera inopposable.

11.2.2.2 Dans les trente jours suivant la réception de la Notification du Projet de Transfert par la Société, le président soumet le projet de Transfert à l'agrément de la collectivité des associés, qui statue dans les conditions prévues à l'article 17 ci-après. La décision n'a pas à être motivée.

Par dérogation à ce qui précède, en cas d'augmentation de capital ou d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital, le Transfert du droit de souscription ou d'attribution est soumis à l'agrément du Président. Il en est de même des renonciations aux droits de souscription faites au profit de personnes dénommées.

Le Président notifie sans délai au Titulaire Transférant la décision d'agrément ou, le cas échéant, le refus d'agrément.

L'agrément est réputé acquis si aucune décision de refus d'agrément n'a été notifiée par le Président au Titulaire Transférant dans un délai de trois mois à compter de la réception par la Société de la Notification du Projet de Transfert.

11.2.2.3 Si le projet de Transfert est agréé, le Cessionnaire et le Titulaire Transférant sont tenus de procéder à la réalisation du Transfert dans un délai de quarante-cinq jours à compter de la notification au Titulaire Transférant de la décision d'agrément.

A défaut, la procédure d'agrément devra être reprise à son commencement.

11.2.3. Sort des Titres en cas de refus d'agrément

En cas de refus d'agrément, le Président devra faire acquérir les Titres du Titulaire Transférant dont le Transfert au Cessionnaire a été refusé :

- par un ou plusieurs Associés, et/ou
- par un ou plusieurs tiers préalablement agréés par la collectivité des associés, et/ou
- par la Société elle-même, laquelle devra dans ce cas en faire tout autre usage permis par la loi.

Le Titulaire Transférant peut néanmoins renoncer à tout moment à son projet de Transfert de Titres.

Les Associés bénéficieront d'un droit de préférence pour procéder à ce rachat. Si plusieurs Associés manifestent le souhait d'acquérir les Titres du Titulaire Transférant, la répartition entre eux desdits Titres se fera, en l'absence d'accord, au prorata de leur quote-part respective dans le capital social, en pleine ou nue-propriété (en tenant compte, le cas échéant, de leur quote-part de droit indivis), avec Répartition du solde à la plus forte moyenne et dans la limite de leurs demandes respectives.

Il est précisé qu'en cas de démembrement de propriété, l'exercice de ce droit de préférence n'est pas ouvert aux Usufruitiers, mais qu'un Associé nu-propriétaire peut s'adjoindre l'Usufruitier de tout ou partie de ses actions de la Société pour l'acquisition d'une quote-part des Titres du Titulaire Transférant (l'Associé nu-propriétaire acquérant alors la nue-propriété desdits Titres et l'Usufruitier l'usufruit des mêmes Titres, en faisant leur affaire de la répartition du prix des Titres entre eux).

Le prix de rachat des Titres du Titulaire Transférant dont le Transfert au Cessionnaire n'a pas été agréé sera déterminé selon les stipulations du 11.6 du présent article.

11.3 Décès d'un associé

11.3.1. Champ d'application de l'agrément

Le Transfert de Titres du fait du décès du Titulaire Transférant est soumis à agrément de la Société dans les conditions et sous les réserves stipulées ci-après, étant précisé qu'un même décès peut donner lieu à plusieurs Transferts (en présence de legs par exemple). Est également considéré comme un Transfert par décès l'ouverture immédiate ou à terme d'un usufruit sur les Titres du Titulaire Transférant, du fait de son décès.

Par exception à ce qui précède, est dispensé d'agrément un Transfert de Titres qui aurait été considéré, s'il avait été fait du vivant du Titulaire Transférant, comme un Transfert Libre.

11.3.2. Procédure d'agrément

Si le Transfert de Titres par décès se fait sans que ne s'ouvre une indivision ou un démembrement de propriété, l'héritier ou l'ayant droit doit notifier à la Société une demande d'agrément en justifiant de ses droits et qualités et indiquer la valorisation des Titres retenue.

Si un démembrement de propriété sur les Titres du Titulaire Transférant apparaît du fait du décès, la demande d'agrément doit émaner conjointement du nu-propriétaire et de l'usufruitier. Le Transfert de Titres au profit du nu-propriétaire ne peut être agréé sans que ne soit également agréé l'ouverture de l'usufruit au profit de l'usufruitier, et inversement.

Si le Transfert de Titres intervient au profit d'une indivision (avec constitution le cas échéant d'un usufruit), la procédure d'agrément ne peut, en principe, être mise en œuvre que dans le cadre d'un projet de partage. Il est alors notifié à la Société l'identité des attributaires envisagés, le nombre de Titres qui seraient attribués à chacun d'eux (en signalant, le cas échéant, l'existence d'un démembrement de propriété) et la valorisation retenue pour les Titres. L'agrément par la Société est donné ou refusé sous la condition suspensive de la réalisation définitive du partage qui devra être notifié à la Société.

La Société peut aussi, sans attendre un projet de partage, de sa propre initiative ou à la demande d'un co-indivisaire, statuer sur l'agrément global du Transfert à l'ensemble des indivisaires y compris si l'un ou plusieurs des indivisaires sont déjà Associés. En cas d'agrément global du Transfert au profit de l'indivision, dans l'hypothèse où la propriété des droits indivis est démembrée, les nus propriétaires ne pourront être agréés sans que le ou les usufruitiers ne soient également agréés et inversement. Si l'agrément est donné, le partage subséquent sera dispensé d'agrément.

L'agrément du Transfert de Titres résulte d'une décision de la collectivité des Associés prise dans les conditions prévues à l'article 17 ci-après. La décision n'a pas à être motivée.

Le Président notifie sans délai aux héritiers et ayants droit concernés la décision d'agrément ou, le cas échéant, de refus d'agrément.

L'agrément est réputé acquis si une décision de refus d'agrément n'a pas été notifiée par le Président au Titulaire Transférant dans un délai de trois mois à compter de la réception de la demande d'agrément.

11.3.3 Sort des Titres jusqu'à la décision d'agrément ou de refus d'agrément

Jusqu'à la décision d'agrément ou de refus d'agrément, les Titres dont le Transfert par décès est soumis à agrément ne sont pas pris en compte pour le calcul de la majorité, lors de l'adoption des décisions collectives (notamment lors de l'examen des demandes d'agrément et y compris pour les décisions nécessitant l'accord unanime des associés). Ils ne confèrent aucun autre droit politique.

Les dividendes et autres sommes distribuées attachées aux Titres dont le Transfert par décès n'a pas encore été agréé sont conservés par la Société jusqu'à la décision d'agrément ou, en cas de refus d'agrément, jusqu'au rachat des Titres. En cas d'agrément, ces sommes reviennent aux héritiers et ayants droit agréés. En cas de refus d'agrément, elles reviennent à l'acquéreur ou aux acquéreurs desdits Titres.

11.3.3. Sort des Titres en cas de refus d'agrément

En cas de refus d'agrément, la Société doit alors acquérir ou faire acquérir les Titres concernés, selon la procédure et les modalités prévues au 11.2.3 du présent article, étant précisé que :

- le prix de rachat des Titres est déterminé sur la base de leur valorisation à la date du décès, d'un commun accord entre les parties ou, en cas de désaccord, selon les stipulations du 11.6 du présent article ;
- s'il existait des Associés parmi les héritiers et ayant droit des Titres dont le Transfert par décès n'a pas été agréé, ces derniers bénéficient d'un droit de préférence prioritaire envers les autres Associés pour racheter lesdites Titres, dans la limite de leur demande.

Jusqu'à leur rachat, les Titres dont le Transfert n'a pas été agréé ne sont pas pris en compte pour le calcul de la majorité, lors de l'adoption des décisions collectives (notamment lors de l'examen des demandes d'agrément et y compris pour les décisions nécessitant l'accord unanime des associés).

Si, à l'expiration d'un délai de trois (3) mois à compter de la notification du refus d'agrément, la totalité des Titres dont le Transfert par décès n'a pas été agréé n'a pas été rachetée, l'agrément sera considéré comme donné (toutefois, ce délai pourra être prolongé par décision de justice à la demande de la Société, notamment dans l'hypothèse d'une contestation sur le prix de rachat).

11.4 Dissolution d'une communauté de biens

Le Transfert de Titres d'un époux Titulaire de Titres à un époux non Titulaire de Titres ayant pour cause la dissolution d'une communauté de biens par décès est soumise à l'agrément de la Société dans les conditions définies au 11.3 du présent article.

Le Transfert de Titres d'un époux Titulaire de Titres à un époux ou ex-époux non Titulaire de Titres ayant pour cause la dissolution d'une communauté de biens du vivant de l'époux Titulaire de Titres, est soumis à l'agrément de la Société dans les conditions définies au 11.2 du présent article.

A défaut d'agrément, les Titres Transférés à l'époux ou l'ex-époux non Titulaire de Titres doivent être rachetés dans les conditions et selon les modalités prévues au 11.3 ou 11.2 du présent article, selon que la dissolution de la communauté intervienne au décès ou du vivant de l'époux Titulaire de Titres.

Il est précisé que dans le cas d'une dissolution de communauté du vivant de l'époux Titulaire de Titres, ce dernier bénéficie d'un droit de préférence prioritaire pour acquérir les Titres devant être Transférés à son époux ou ex-époux, afin d'assurer la conservation de la totalité des Titres inscrits à son nom.

11.5 Transfert de la qualité d'Associé et/ou de Titulaire d'autres Titres

Le transfert à un conjoint de la qualité d'Associé attachée à des actions de la Société dépendant d'une communauté de biens est assimilé à un Transfert, bien qu'il n'emporte pas Transfert d'actions. Il en est de même en cas de transfert à un conjoint de la qualité de Titulaire de Titres autres que des actions et dépendant d'une communauté de biens, bien qu'il n'emporte pas Transfert desdits Titres.

En pareil cas, le Titulaire de Titres (actions ou autres Titres) notifie à la Société, prise en la personne de son Président, son projet de transfert au profit de son conjoint de la qualité d'associé (ou de Titulaire d'autres Titres) attachée à des Titres dépendant de la communauté de biens qu'ils détiennent ensemble. L'agrément de ce transfert résulte d'une décision collective des associés prise dans les conditions prévues à l'article 17 ci-après. La décision n'a pas à être motivée.

Il est précisé que la demande de Transfert de la qualité d'Associé ou de titulaire de Titres ne vaut que dans l'hypothèse où l'époux demande que son conjoint soit indiqué comme seul associé (ou titulaire d'autres Titres) en ses lieu et place. Toute demande d'un époux sollicitant que son conjoint soit indiqué comme co-associé ou co-titulaire de Titres est interdite et sera automatiquement rejetée.

11.6 Expertise - Prix

Dans tous les cas où le présent article renvoie aux stipulations du présent 11.6, le prix des Titres devant être rachetés est fixé d'un commun accord entre les parties ou à défaut par un expert désigné conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil.

La partie ayant notifié qu'elle entendait recourir à une expertise devra, dans cette notification, proposer un expert à l'autre partie. Si, dans un délai de quinze jours, l'expert proposé n'est pas agréé par l'autre partie ou si, en cas de pluralité de demandeurs, un accord n'est pas obtenu sur le choix d'un expert unique, l'expert sera désigné par voie de justice à la requête de la partie la plus diligente.

Du jour de sa nomination, l'expert disposera d'un délai de deux mois, sauf prorogation décidée d'un commun accord entre toutes les parties concernées ou accordée en justice, pour exécuter sa mission et remettre son rapport simultanément à toutes les parties. Ce rapport ne sera soumis à aucune condition de forme.

La décision de l'expert ne pourra faire l'objet d'aucun recours, les parties y renonçant expressément sauf erreur manifeste.

Les frais d'expertise seront partagés entre les parties (le ou les acquéreurs pour la moitié, le(s) Titulaire(s) Transférant ou ses/leurs héritiers et ayant droit pour l'autre moitié), sauf dans le cas où le Titulaire Transférant userait de son droit de repentir dans les conditions visées au 11.2.3 ci-dessus, auquel cas l'ensemble des frais et honoraires de l'expert sera à la charge exclusive du Titulaire Transférant.

11.7 Sanctions

Les Transferts réalisés en violation du présent article subiront les sanctions prévues par la loi et seront en tout état de cause inopposables à la Société. La nullité ou l'inopposabilité qui pourrait résulter de la violation des statuts sera néanmoins susceptible d'être régularisée par une décision collective des associés statuant dans les conditions requises pour agréer un Transfert de Titres.

ARTICLE 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHEES AUX ACTIONS - DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES

12.1 Droits attachés aux actions

À chaque action est attaché un droit de vote pour l'adoption des décisions collectives d'associés.

En cas de démembrement de la propriété des actions, le droit de vote est attribué comme suit :

- Lorsqu'une donation a bénéficié des dispositions de l'article 787 B du Code Général des Impôts et qu'il en a été fait mention sur le compte où sont inscrits les droits du nu-propriétaire, le droit de vote appartient à l'usufruitier pour les seules décisions concernant l'affectation des bénéfices et au nu-propriétaire pour toutes les autres décisions.
- Dans les autres cas, l'usufruitier exerce seul le droit de vote attaché à l'action dont la propriété est démembrée.

Cependant, les titulaires d'actions dont la propriété est démembrée peuvent convenir que le droit de vote appartenant au nu-propriétaire sera exercé en tout ou partie par l'usufruitier dans les limites prévues par la loi. En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la Société prise en la personne de son Président par tout moyen écrit.

Nonobstant les stipulations ci-dessus, le nu-propriétaire et l'usufruitier ont, en tout état de cause, le droit de participer à toutes les assemblées générales.

En outre, chaque action donne droit à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente en cas de distribution de dividendes, de réserves, de remboursement des apports et de partage du boni de liquidation.

12.2 Droit de communication des associés

Tout associé a le droit de prendre par lui-même, au siège social, connaissance des documents suivants concernant les trois derniers exercices sociaux : comptes annuels individuels et, le cas échéant, consolidés, rapports soumis aux associés ou à l'associé unique et procès-verbaux des décisions de la collectivité des associés ou de l'associé unique, ainsi que des décisions prises dans un acte exprimant le consentement de tous les associés.

En vue de leur approbation, les comptes annuels, individuels et le cas échéant consolidés, les rapports du (des) commissaire(s) aux comptes, s'il existe, le rapport de gestion, s'il est obligatoire en application de la loi, tout autre rapport ou document requis par la législation en vigueur ou les présents statuts et le texte des projets de résolution sont tenus à la disposition des associés à compter du jour de la convocation de l'assemblée générale ou du premier jour de la procédure de consultation par correspondance des associés. Ils sont adressés à tout associé qui en fait la demande dans ce délai.

Pour toute autre décision relevant de la compétence de la collectivité des associés, le Président adresse ou remet aux associés, avant qu'ils ne soient invités à prendre leurs décisions, le texte des projets de résolution et le rapport sur ces projets ainsi que, le cas échéant, le rapport du(des) commissaire(s) aux comptes et des commissaires à compétence particulière.

Si une décision collective est prise dans le cadre d'un acte exprimant le consentement de tous les associés, les documents ci-dessus sont tenus à la disposition des associés au plus tard le jour de la signature dudit acte et une copie desdits documents leur est remise sur simple demande de leur part.

Si la Société ne comprend qu'un associé et que celui-ci n'exerce pas les fonctions de Président, les documents visés ci-dessus lui sont communiqués conformément aux stipulations du présent article.

ARTICLE 13 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions anciennes pour exercer un droit quelconque, ou encore en cas d'échange ou d'attribution d'actions donnant droit à un titre nouveau contre remise de plusieurs actions anciennes, la ou les actions en nombre inférieur à celui requis ne donneront aucun droit à leurs titulaires contre la Société, les associés ayant à faire leur affaire personnelle du regroupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente du nombre d'actions nécessaires.

ARTICLE 14 - PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ - DIRECTEUR GENERAL

14.1 Président de la Société

14.1.1. Désignation

Le Président de la Société, qui peut être une personne physique ou morale, est désigné, parmi les associés ou en dehors d'eux, pour une durée limitée ou non, par décision collective des associés ou décision de l'associé unique.

14.1.2. Cessation des fonctions

Outre les cas prévus par la loi et qui ne seraient pas repris ci-après, les fonctions de Président prennent fin de plein droit :

- par l'arrivée du terme prévu lors de sa nomination ;
- par la démission, celle-ci ne pouvant être effective qu'à l'expiration d'un préavis de trois (3) mois. Ce délai pourra être réduit sur décision collective des associés ou de l'associé unique ;
- par l'incapacité au sens du code civil ou l'interdiction de gérer ;
- par l'impossibilité pour le Président d'exercer ses fonctions pendant une durée supérieure à trois (3) mois, dûment constatée par la collectivité des associés ou l'associé unique ;
- par la révocation décidée par décision collective des associés ou de l'associé unique, celle-ci pouvant intervenir à tout moment sans préavis et ne pouvant donner lieu à des dommages et intérêts quel qu'en soit le motif ;
- par décision de justice ;
- par le décès ou, s'il s'agit d'une personne morale, par la dissolution.

14.1.3. Pouvoirs

Le Président dirige et administre la Société. A cet effet, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de cette dernière dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs attribués par les dispositions légales ou les présents statuts à la collectivité des associés ou à l'associé unique.

Dans les rapports entre associés, le président peut conclure ou décider seul, sans avoir besoin d'y être autorisé par une décision de l'associé unique ou par une décision collective des associés selon le cas, les actes entrant dans l'objet social et, notamment mais non exclusivement, les opérations suivantes :

- participer à la fondation de sociétés et faire tous apports à des sociétés constituées ou à constituer, prendre une participation dans ces sociétés,
- procéder à la cession ou à l'acquisition de participation, minoritaire ou majoritaire, au capital de toutes sociétés existantes ou nouvelles,
- l'acquisition, par voie d'achat ou de souscription, ou cession, directe ou indirecte, totale ou partielle de participations,
- effectuer des achats, échanges ou ventes d'établissements commerciaux ou d'immeubles ou droits immobiliers,
- contracter des emprunts, y compris des découverts en banque ou des dépôts consentis par les associés, avec ou sans garantie hypothécaire,
- mise en location d'immeubles sociaux,
- résiliation d'un bail consenti par la société,
- constituer des hypothèques et autres sûretés réelles sur les biens de la société, consentir des cautionnements, avals et garanties,
- prononcer la dissolution anticipée d'une filiale dont la Société détient la totalité des titres de capital et des droits de vote.

Le Président représente la Société à l'égard des tiers.

A cet égard, le Président est seul habilité à représenter la Société pour l'adoption des décisions collectives d'associés (ou d'associé unique) des filiales de la Société ou des sociétés dans le capital desquelles la Société détient une participation.

La collectivité des associés ou l'associé unique fixe, s'il y a lieu, le montant et les modalités de la rémunération du Président de la Société.

S'il existe un comité social et économique dont les attributions sont celles du comité social et économique des entreprises d'au moins cinquante salariés, les membres de la délégation du personnel dudit comité exercent les droits définis par l'article L. 2312-76 du Code du travail exclusivement auprès du Président.

14.2 Directeur général

Il peut être désigné un ou plusieurs directeurs généraux.

Le ou les directeurs généraux, qui peuvent être des personnes physiques ou morales, sont désignés par la collectivité des associés ou l'associé unique, pour une durée limitée ou non.

Les fonctions de directeur général prennent fin de plein droit :

- par l'arrivée du terme prévu lors de sa nomination ;
- par la démission, celle-ci ne pouvant être effective qu'à l'expiration d'un préavis de trois (3) mois. Ce délai pourra être réduit sur décision collective des associés ou de l'associé unique ;
- par l'incapacité au sens du code civil ou l'interdiction de gérer ;

- par l'impossibilité pour le directeur général d'exercer ses fonctions pendant une durée supérieure à trois (3) mois, dûment constatée par la collectivité des associés ou l'associé unique ;
- par la révocation décidée par [décision collective des associés ou de l'associé unique, celle-ci pouvant intervenir à tout moment sans préavis et ne pouvant donner lieu à des dommages et intérêts quel qu'en soit le motif ;
- par décision de justice ;
- par le décès ou, s'il s'agit d'une personne morale, par la dissolution.

Chaque directeur général a les mêmes pouvoirs, tant vis-à-vis des tiers qu'à titre interne, que ceux attribués par le présent article 14 au Président de la Société à l'exclusion du pouvoir de représenter la Société pour l'adoption des décisions collectives d'associés (ou d'associé unique) des filiales de la Société ou des sociétés dans le capital desquelles la Société détient une participation.

Toutefois, à titre de règle interne, inopposable aux tiers, un directeur général de la Société ne peut, sans l'autorisation préalable du Président, conclure ou décider l'une des opérations suivantes :

- participer à la fondation de sociétés et faire tous apports à des sociétés constituées ou à constituer, prendre une participation dans ces sociétés,
- procéder à la cession ou à l'acquisition de participation, minoritaire ou majoritaire, au capital de toutes sociétés existantes ou nouvelles,
- l'acquisition, par voie d'achat ou de souscription, ou cession, directe ou indirecte, totale ou partielle de participations,
- effectuer des achats, échanges ou ventes d'établissements commerciaux ou d'immeubles ou droits immobiliers,
- contracter des emprunts, y compris des découverts en banque ou des dépôts consentis par les associés, avec ou sans garantie hypothécaire,
- mise en location d'immeubles sociaux,
- résiliation d'un bail consenti par la société,
- constituer des hypothèques et autres sûretés réelles sur les biens de la société, consentir des cautionnements, avals et garanties,
- prononcer la dissolution anticipée d'une filiale dont la Société détient la totalité des titres de capital et des droits de vote.

Toute contravention aux dispositions ci-dessus sera considérée comme un juste motif de révocation du ou des directeurs généraux ayant contrevenu à ces limitations de pouvoirs.

Ces limitations de pouvoir sont inopposables aux tiers qu'ils en aient eu ou non connaissance.

Réciproquement, les tiers ne peuvent nullement opposer ces limitations de pouvoir à la Société.

La collectivité des associés ou l'associé unique fixe, s'il y a lieu, le montant et les modalités de la rémunération du ou des directeurs généraux.

ARTICLE 15 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET SES DIRIGEANTS OU ASSOCIES

Sous réserve des dispositions de l'article L. 227-11, les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président ou les autres personnes visées à l'article L. 227-10 du Code de commerce sont soumises au contrôle des associés dans les conditions prévues à cet article.

ARTICLE 16 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

La collectivité des associés ou l'associé unique peut désigner, pour la durée et avec la mission fixée par la loi, un ou plusieurs commissaires aux comptes.

Cette désignation devient obligatoire lorsque la Société remplit les conditions déterminées par la loi.

ARTICLE 17 - DECISIONS COLLECTIVES ET DE L'ASSOCIE UNIQUE

17.1 Compétences de la collectivité des associés :

La collectivité des associés est seule compétente, en dehors des attributions qui lui seraient conférées par d'autres stipulations statutaires, pour statuer sur les décisions suivantes qui sont ordinaires ou extraordinaires selon le cas.

Décisions ordinaires :

- nomination, fixation le cas échéant de la rémunération, fixation de limitations de pouvoirs et révocation du Président, du ou des directeur(s) général(aux) et du ou des liquidateur(s) ;
- nomination du (des) commissaire(s) aux comptes ;
- approbation des comptes annuels, affectation des bénéfices ou des pertes et toutes décisions de distribution (à l'exclusion des distributions d'acomptes sur dividendes qui sont de la compétence du Président) ;
- toute distribution aux associés de sommes distribuables au sens de l'article L. 232-11 du Code de commerce, à l'exception des acomptes sur dividendes,
- approbation des conventions visées à l'article L. 227-10 du code de commerce ;
- approbation du compte définitif de la liquidation, quitus de la gestion du ou des liquidateurs(s) et décharge de leur mandat, constatation de la clôture de la liquidation.

Décisions extraordinaires :

- décisions ayant pour effet de modifier les statuts autres que le transfert du siège social dans les cas prévus à l'article 4 et, en ce compris toutes modifications du capital social, y compris pour déléguer la compétence ou les pouvoirs y afférents ;
- amortissement du capital ;
- émission de valeurs mobilières ;
- participation de la Société à une opération de fusion, scission ou apport partiel d'actif soumis au régime des scissions sauf dans les cas où la loi prévoit qu'il n'y a pas lieu de faire statuer la collectivité des associés sur une telle décision, [étant précisé que le Président pourra néanmoins, en pareil cas et s'il le souhaite, décider de soumettre l'opération à l'approbation de la collectivité des associés ou de l'associé unique ;
- autorisation de rachat par la Société de ses propres actions ;

- autorisation d'attribution par le Président ou, le cas échéant un directeur général, d'options de souscription ou d'achat d'actions ou d'attribution gratuite d'actions ou d'attribution de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise ;
- agrément d'un Transfert en application de l'article 11 des présentes ;
- transformation de la Société ;
- dissolution de la Société.

La collectivité des associés pourra être également invitée à statuer sur toute autre question intéressant la marche des affaires sociales qui ne serait pas de sa compétence exclusive ni de celle du Président ou des autres organes de la Société. La décision qui sera prise par les associés sur une telle question sera par nature ordinaire.

17.2 Modalités des prises des décisions de la collectivité des associés

17.2.1 Initiative des décisions collectives des associés

La collectivité des associés pourra être invitée à statuer sur toutes les décisions relevant de sa compétence à l'initiative de l'une des personnes suivantes (« l'Initiateur de la décision collective ») :

- le Président,
- un directeur général,
- les commissaires aux comptes,
- le(s) liquidateur(s),
- un ou plusieurs associés détenant individuellement ou ensemble au moins 20 % du capital social,
- toute personne intéressée en cas de décès, d'incapacité, d'interdiction de gérer du Président, dans le cas où l'article 14 prévoit que la collectivité des associés doit désigner un nouveau Président, ou encore en vue de constater l'impossibilité pour le Président d'exercer ses fonctions pendant une durée supérieure à trois (3) mois.

17.2.2 Modes de délibération de la collectivité des associés

17.2.2.1 Principes généraux

Sauf stipulation contraire des présents statuts, les décisions collectives des associés résultent, au choix de l'Initiateur de la décision collective, d'une assemblée générale, d'une consultation par correspondance ou encore d'un acte notarié ou sous seing privé exprimant le consentement de tous les associés.

Tout associé peut se faire représenter, quel que soit le mode de prise de décisions par tout associé de son choix, auquel il aura donné un mandat par tous moyens écrits, en ce compris un courrier électronique.

En outre, peut valablement représenter un associé :

- toute personne désignée par voie judiciaire, notamment dans le cadre des règles de protection des personnes incapables (sauvegarde de justice, curatelle et tutelle), d'un mandat ad hoc, des règles relatives à l'habilitation judiciaire prévue par les articles 217 et 219 du Code civil ou de celles relatives à l'habilitation familiale, ainsi que

- tout mandataire intervenant aux termes d'un mandat de protection future régi par les articles 477 et suivants du Code civil, d'un mandat à effet posthume prévu aux articles 812 et suivants du Code civil ainsi que le tiers administrateur visé à l'article 384 du Code civil.

17.2.2.2 Consultation par correspondance

En cas de consultation par correspondance, l'Initiateur de la décision collective adresse à chacun des associés à la dernière adresse postale ou électronique communiquée à la Société ainsi que, le cas échéant, au Président s'il n'est pas à l'initiative de la décision collective, par lettre recommandée ou par tout autre moyen de communication écrit (lettre, courrier électronique, ...), le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés. Les associés disposent d'un délai de quinze (15) jours à compter de la date de l'envoi des projets de résolution pour faire parvenir leur vote par tout moyen à l'Initiateur de la décision collective ou à la personne désignée par lui. Pour chaque consultation par correspondance, l'Initiateur de la décision collective peut décider de recourir à une ou plusieurs solutions externes de vote en ligne permettant aux associés d'exprimer valablement leur vote. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

L'Initiateur de la décision collective doit informer par tout moyen les associés du résultat de cette consultation dans un délai de [dix (10) jours] à compter de l'expiration du délai de consultation des associés.

17.2.2.3 Assemblée générale

En cas de réunion d'assemblée générale, la convocation est faite huit (8) jours au moins à l'avance par tout moyen de communication écrit adressé à chacun des associés à la dernière adresse postale ou électronique communiquée à la Société et, le cas échéant, au Président s'il n'est pas à l'initiative de la convocation, avec mention de l'ordre du jour et des lieux, jour et heure de la réunion. Il peut être néanmoins être renoncé à ce délai avec l'accord de tous les associés.

Pour chaque assemblée, l'Initiateur de la décision collective peut décider que les associés auront la faculté de participer et de voter par voie de conférence téléphonique ou de conférence audiovisuelle. Il peut également décider que l'assemblée se tiendra exclusivement par conférence téléphonique ou par conférence audiovisuelle. Dans chacun de ces cas, les associés utilisant ces modes de participation à l'assemblée sont réputés présents pour le calcul de la majorité.

Les assemblées générales sont présidées par :

- l'Initiateur de la décision collective ou, s'il n'est pas présent ou ne le souhaite pas,
- le Président ou à défaut
- le directeur général ou l'un des directeurs généraux (à la condition toutefois que les autres directeurs généraux ne s'y opposent pas) ou à défaut
- un président de séance élu par les associés présents ou représentés à l'assemblée.

Les votes sont exprimés par oral, sauf si le président de séance le décide autrement ou encore sur demande d'un ou plusieurs associés détenant plus de 40 % du capital social.

Lors de chaque assemblée, le président de séance établit une feuille de présence mentionnant l'identité de chaque associé présent, réputé présent ou représenté, le nombre d'actions et le nombre de voix dont il dispose, qu'il certifie après l'avoir fait émarger par les associés présents ou leurs représentants lors de leur entrée en réunion. Y sont joints une copie des pouvoirs et un justificatif de

la présence des associés assistant à l'assemblée par voie de conférence téléphonique ou audiovisuelle. L'émargement de la feuille de présence par les associés participant par voie de conférence téléphonique ou de conférence audiovisuelle n'est pas requis.

17.2.2.4 Règles de majorité pour l'adoption des décisions collectives

Sauf disposition contraire des présents statuts ou lorsque les lois ou les règlements en vigueur exigent une majorité différente à laquelle les statuts ne pourraient pas déroger, les décisions collectives des associés sont prises dans les conditions suivantes :

a) Décisions prises à l'unanimité :

Les décisions suivantes sont prises à l'unanimité des associés :

- modification, adoption ou suppression des clauses statutaires visées aux articles L. 227-13 et L. 227-17 du Code de Commerce,
- nomination, révocation du président de la Société,
- augmentation de l'engagement des associés,
- changement de la nationalité de la Société,
- les décisions visant la modification de l'article 11,
- les décisions visant la modification du présent article 17.2.2.4.

b) Décisions ordinaires :

Sous réserve, le cas échéant, des dispositions particulières du paragraphe a) de l'article 17.2.2.4 ci-dessus, les décisions ordinaires sont prises à la majorité au moins des voix attachées aux actions existantes bénéficiant du droit de vote.

c) Décisions extraordinaires :

Sous réserve, le cas échéant, des dispositions particulières du paragraphe a) de l'article 17.2.2.4 ci-dessus, les décisions extraordinaires sont prises à la majorité des trois cinquièmes (3/5^{ème}) au moins des voix attachées aux actions existantes bénéficiant du droit de vote.

17.3 Décisions de l'associé unique

Lorsque la Société a un seul associé, les décisions dévolues à la collectivité des associés sont prises par l'associé unique, d'office ou à l'initiative de l'une des personnes pouvant provoquer une décision collective d'associés. Dans ce dernier cas, les délais à respecter et les informations à transmettre à l'associé unique sont les mêmes que ceux applicables en cas de délibération collective, sauf si l'associé unique renonce au bénéfice de ces délais.

Les décisions de l'associé unique sont constatées par procès-verbaux, acte sous seings privés ou par acte notarié.

17.4 Comité social et économique

S'il existe un comité social et économique dont les attributions sont celles du « comité social et économique des entreprises d'au moins cinquante salariés », celui-ci, représenté par un de ses membres délégué à cet effet, peut demander par email au Président de l'aviser de la date à laquelle doivent se tenir les assemblées générales des associés.

En ce cas, lorsque le Président envisage de convoquer une assemblée générale, il en avise par email le demandeur quinze jours au moins avant la date de convocation de l'assemblée générale.

Les demandes d'inscription des projets de résolution doivent être adressées par email par le représentant du comité social et économique dûment mandaté au Président, dans les sept (7) jours de la date d'envoi de l'avis.

Les demandes sont accompagnées du texte des projets de résolution qui peuvent être assortis d'un bref exposé des motifs.

Le Président accuse réception des projets de résolution par email au représentant du comité social et économique dûment mandaté dans le délai de cinq (5) jours à compter de la réception de ces projets.

Les délais prévus au présent article peuvent être réduits, pour une assemblée générale donnée, par accord conjoint du représentant du comité social et économique dûment mandaté et du Président.

17.5 Procès-verbaux

Les procès-verbaux retranscrivant les délibérations collectives des associés et les décisions de l'associé unique sont établis et signés sur des registres spéciaux ou sur des registres tenus par voie dématérialisée conformément à la loi et aux règlements en vigueur.

Les procès-verbaux sont valablement signés par le président de séance en cas d'assemblée générale ou l'Initiateur de la décision collective en cas de consultation par correspondance ou par l'associé unique.

Les copies ou extraits des délibérations des associés ou de l'associé unique sont valablement certifiés conformes par le Président de la Société, le directeur général ou l'un des directeurs généraux, l'Initiateur de la décision collective, l'associé unique, le liquidateur ou l'un des liquidateurs (ou encore par toute personne ayant reçu de l'une des personnes susvisées délégation à cet effet).

ARTICLE 18 - EXERCICE SOCIAL - COMPTES ANNUELS

18.1 Exercice social

L'exercice social de la Société commence le 1^{er} décembre de chaque année pour prendre fin le 30 novembre de l'année suivante.

18.2 Comptes annuels

A la clôture de chaque exercice, le Président de la Société dresse et arrête les comptes annuels, et le cas échéant les comptes consolidés.

Les comptes annuels sont présentés et soumis pour approbation à l'associé unique ou à la collectivité des associés dans les neuf mois suivant la date de clôture de l'exercice et dans le délai prévu par loi si la Société ne comprend qu'un seul associé.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont également présentés et soumis à la collectivité des associés dans les mêmes conditions et délai.

ARTICLE 19 - AFFECTATION ET REPARTITION DU BENEFICE

19.1 Principe

Sur le bénéfice de l'exercice social, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est obligatoirement fait un prélèvement d'au moins 5 % affecté à la formation d'un fonds de réserve dit « réserve légale ». Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le montant de la réserve légale atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu à l'alinéa précédent, et augmenté du report bénéficiaire éventuel. S'il résulte des comptes de l'exercice, tels qu'approuvés par les associés ou l'associé unique, l'existence d'un bénéfice distribuable, la collectivité des associés ou l'associé unique peuvent décider de l'inscrire à un ou plusieurs postes de réserve dont ils règlent l'affectation ou l'emploi, de le reporter à nouveau ou de le distribuer sous forme de dividendes.

Il peut être accordé, pour tout ou partie des dividendes mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividende en numéraire ou en actions émises par la Société à cet effet.

Après avoir constaté l'existence de réserves dont ils ont la disposition, la collectivité des associés ou l'associé unique peuvent décider la distribution de sommes prélevées sur ces réserves.

19.2 Dispositions particulières en cas de démembrement portant sur des actions

En cas de démembrement de propriété des actions, il est fait application des dispositions ci-dessous.

Définitions :

Pour l'application du présent article, les termes commençant avec une majuscule dans le présent article 19 ont la définition qui leur est donnée ci-dessous :

« **Bénéfice Distribuable** » Signifie le bénéfice distribuable tel que défini par l'article L. 232-11 du Code de commerce, c'est-à-dire le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

« **Réserves** » Pour l'application du présent article, les Réserves sont constituées par :

- les réserves et sommes assimilées, telles que les primes d'émission ou de fusion,

- le remboursement des apports et du nominal des actions,
- le boni de liquidation.

Affectation du Bénéfice Distribuable :

Seul l'usufruitier a droit aux bénéfices de la Société dont la distribution a été décidée par les associés et prélevés sur le Bénéfice Distribuable de l'exercice.

Les usufruitiers jouissent sur le Bénéfice Distribuable de l'exercice des mêmes prérogatives qu'un associé. Ils peuvent, sauf abus de jouissance et dans la limite de l'intérêt social, répartir entre eux, à proportion des droits détenus, le Bénéfice Distribuable de l'exercice.

Affectation des Réserves :

Les nus-proprétaires ont droit aux seules sommes mises en distribution et prélevées sur les Réserves de la Société, qui doivent être réparties entre eux à proportion du nombre d'actions détenues par chacun d'eux, sous réserve du droit des usufruitiers.

En cas de distribution aux associés de sommes prélevées sur les Réserves de la Société, au moyen du versement d'une somme d'argent, l'usufruitier dispose d'un quasi-usufruit sur les sommes ainsi distribuées (ci-après désignées les « **Sommes** ») selon les modalités définies ci-après.

La Société versera alors valablement l'intégralité de ces Sommes entre les mains de l'usufruitier, qui décidera seul de l'affectation des Sommes reçues et qui disposera, conformément aux dispositions de l'article 587 du Code civil, des pouvoirs liés à sa situation d'usufruitier d'une somme d'argent mais à charge pour lui d'en opérer la restitution au nu-proprétaire au jour de l'extinction de son usufruit. La Société sera, en conséquence, valablement libérée de toute responsabilité à l'égard du ou des nu(s)-propriétaire(s).

Les dispositions des présents statuts ne dispensent pas l'usufruitier et le nu-proprétaire de rédiger une convention de quasi-usufruit afin d'organiser conventionnellement leurs droits et obligations respectifs au titre de ce quasi-usufruit notamment en ce qui concerne les modalités de détermination de la dette de restitution, les garanties offertes au nu-proprétaire, les modalités d'emploi ou de emploi des Sommes faisant l'objet du quasi-usufruit, ...

Par exception aux dispositions de l'alinéa qui précède, l'usufruitier et le nu-proprétaire pourront par convention, dès lors que celle-ci est dûment enregistrée et notifiée à la Société, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par le dépôt d'un original de la convention au siège social contre remise par le président d'une attestation de ce dépôt, au moins trois jours avant la date fixée pour la mise en paiement du dividende, convenir entre eux d'une répartition différente des sommes prélevées sur les Réserves de la Société.

L'usufruitier et le nu-proprétaire pourront ainsi, sous réserve de respecter la procédure énoncée à l'alinéa précédent, notifier conjointement à la Société une répartition différente de cette distribution en numéraire et, selon le cas, opter pour :

- l'attribution en pleine propriété au nu-proprétaire et à l'usufruitier des sommes d'argent distribuées au prorata de leurs droits respectifs selon une répartition déterminée soit par application du barème fiscal de l'article 669 I du Code général des impôts en fonction de l'âge de l'usufruitier, soit en fonction de la valeur économique de l'usufruit. La Société versera valablement cette distribution en numéraire selon la répartition déterminée par le nu-

propriétaire et l'usufruitier concernés et sera, en conséquence, valablement libérée de toute responsabilité à l'égard des nus-proprétaires et des usufruitiers. L'usufruitier et le nu-proprétaire rédigeront une convention de répartition des sommes distribuées qui devra être enregistrée auprès du Service des Impôts compétent et dont un exemplaire original portant mention de l'enregistrement sera remis à la Société.

- le nu-proprétaire pourra, le cas échéant, recevoir ces sommes sous réserve d'une obligation de remploi avec report du démembrement de propriété. La Société versera alors valablement l'intégralité de cette somme sur un compte bancaire ouvert aux noms respectifs de l'usufruitier et du nu-proprétaire.

ARTICLE 20 – LIQUIDATION

20.1 En cas de société pluripersonnelle ou dans l'hypothèse où l'associé unique est une personne physique

La liquidation de la Société obéira, sous réserve du respect des prescriptions légales impératives en vigueur, aux règles ci-après, les articles L. 237-14 à L. 237-31 du Code de commerce n'étant pas applicables.

Les associés (ou l'associé unique) nomment (nomme), parmi eux ou en dehors d'eux, un ou plusieurs liquidateurs dont il(s) détermine(nt) les pouvoirs et la rémunération éventuelle. Cette nomination met fin aux fonctions du Président ainsi que, sauf décision contraire des associés (de l'associé unique), à celles des commissaires aux comptes. Les associés (l'associé unique) peuvent (peut) toujours révoquer ou remplacer les liquidateurs et étendre ou restreindre leurs pouvoirs.

En fin de liquidation, les associés (l'associé unique) statuent (statue) sur le compte définitif de la liquidation, le quitus de la gestion du ou des liquidateurs(s) et la décharge de leur mandat. Il(s) constate(nt) la clôture de la liquidation.

Le montant des capitaux propres subsistant, après remboursement du nominal des actions, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs actions ou est attribué à l'associé unique.

Lors du remboursement du capital social, la charge de tous impôts que la Société aurait l'obligation de retenir à la source sera répartie entre toutes les actions indistinctement en proportion du capital remboursé à chacune d'elles sans qu'il y ait lieu de tenir compte des différentes dates d'émission ni de l'origine des diverses actions.

20.2 En cas de société unipersonnelle, lorsque l'associé unique est une personne morale

S'il n'y a qu'un seul associé et que cet associé est une personne morale, la décision de dissoudre entraînera la transmission universelle du patrimoine de la Société à l'associé unique dans les conditions prévues à l'article 1844-5 du Code civil.

ARTICLE 21 - ACTES SIGNES ELECTRONIQUEMENT - CONVENTION DE PREUVE

En cas de signature électronique de tous documents afférents à la vie sociale de la Société (tels que, sans que cette liste soit exhaustive, tous actes afférents aux assemblées générales, aux décisions collectives des associés ou aux décisions de l'associé unique, les procès-verbaux de réunion, les registres des décisions, les procurations, les formulaires de vote par correspondance, les éventuelles feuilles de présence auxdites réunions), les caractéristiques de la signature électronique utilisée devront être conformes aux caractéristiques minimum requises par la loi et les règlements pour chacun des actes concernés. A défaut d'exigence légale ou réglementaire spécifique, une solution de signature simple (c'est-à-dire ni avancée, ni qualifiée) pourra être valablement retenue dès lors qu'elle consiste en l'usage d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache et mis en œuvre par un prestataire de services de confiance au sens de la réglementation européenne.

En application de l'article 1356 du code civil, il est convenu que tout acte visé dans le paragraphe qui précède, signé au moyen d'une signature simple, avancée ou qualifiée sera réputé :

- constituer l'original dudit acte ;
- constituer une preuve par écrit, au sens des articles 1364 et suivants du code civil, pouvant être valablement opposée.

ARTICLE 22 - LOI APPLICABLE ET JURIDICTION

Les statuts sont, pour leur validité, leur interprétation et leur exécution soumis à la loi française.

Les litiges auxquels pourraient donner lieu les statuts, ou qui pourront en être la suite ou la conséquence, et qui n'auront pu être réglés par une transaction seront soumis à la compétence exclusive des juridictions compétentes.

ANNEXE – MENTIONS CONSTITUTIVES

ARTICLE 23 - PERSONNES INTERVENANT A L'ACTE CONSTITUTIF

1. Monsieur Ivan BOTREL,
Demeurant à « Le Chêne rond » - 22410 PLOURHAN
né à NANTES le 15 janvier 1959,
De nationalité française,
Divorcé en premières noces, de Madame Patricia GLASSANT, suivant jugement rendu par le juge aux affaires familiales au Tribunal de Grande Instance de Saint-Brieuc (Côtes d'Armor), le 12 octobre 1999, ledit jugement devenu définitif.
Non remarié, n'étant pas engagé dans les liens d'un pacte civil de solidarité régi par les articles 515-1 et suivants du Code civil.
2. Monsieur Arthur BOTREL,
Demeurant 30, rue de Cariou – 22350 CAULNES,
Né à PARIS (11ème arrondissement) le 15 septembre 1992,
De nationalité française,

ARTICLE 24 - NOMINATION DU PREMIER PRESIDENT DE LA SOCIETE

Le premier Président de la Société est Monsieur Arthur BOTREL, soussigné, qui déclare accepter cette fonction.

Il est nommé pour une durée indéterminée.

ARTICLE 25 - PREMIER EXERCICE SOCIAL - PERSONNALITE MORALE - ENGAGEMENTS DE LA PERIODE DE FORMATION

La Société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Le premier exercice social sera clos le 30 novembre 2023. En outre, les actes souscrits pour son compte pendant la période de constitution et repris par la Société seront rattachés à cet exercice.

La reprise de tous autres engagements souscrits pour le compte de la Société en formation ne peut résulter, après l'immatriculation de la Société, que d'une décision collective ordinaire des associés.

ARTICLE 26 - FRAIS DE CONSTITUTION

Tous les frais, droits et honoraires des actes relatifs à la constitution de la Société et ceux qui en seraient la suite ou la conséquence seront portés par la Société au compte des frais généraux et amortis avant toute distribution de bénéfice.

ARTICLE 27 - PUBLICITE - POUVOIRS - SIGNATURE

Les formalités de publicité sont effectuées à la diligence du Président de la Société.

Monsieur Ivan BOTREL est spécialement mandaté pour signer l'avis à insérer dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

Fait à Plérin

Le 18 septembre 2023

En 3 originaux dont un pour être déposé au siège social et les autres pour l'exécution des formalités requises.

Monsieur Ivan BOTREL



Monsieur Arthur BOTREL ¹

Bon pour acceptation des fonctions de président



¹ Faire précéder la signature de la mention manuscrite : « **Bon pour acceptation des fonctions de président** »

ANNEXE 1

TRAITE D'APPORT EN NATURE

AB INVEST
SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE
Au capital de 288 000 euros
Siège social : 30, rue de Cariou
22350 CAULNES

TRAITE D'APPORT EN NATURE

18 septembre 2023

TRAITE D'APPORT EN NATURE

LE SOUSSIGNE :

1. Monsieur Ivan BOTREL,
Demeurant à « Le Chêne rond » - 22410 PLOURHAN
né à NANTES le 15 janvier 1959,
De nationalité française,
Divorcé en premières noces, de Madame Patricia GLASSANT, suivant jugement rendu par le juge aux affaires familiales au Tribunal de Grande Instance de Saint-Brieuc (Côtes d'Armor), le 12 octobre 1999, ledit jugement devenu définitif.
Non remarié, n'étant pas engagé dans les liens d'un pacte civil de solidarité régi par les articles 515-1 et suivants du Code civil.

Ci-après dénommé l'« **Apporteur** »

APPORTE à la société en formation AB INVEST dont les caractéristiques sont indiquées à l'article 1 intitulé « *La Société Bénéficiaire* », la nue-propriété de 30 actions de la SOCIETE « BOTREL FINANCIERE ».

ARTICLE 1. La Société Bénéficiaire

Les principales caractéristiques de la société AB INVEST (ci-après dénommée la « **Société Bénéficiaire** »), société en formation bénéficiaire des apports, sont les suivantes :

Forme : Société par actions simplifiée (SAS)

Dénomination : AB INVEST

Siège social : 30, rue de Cariou – 22350 CAULNES

Objet : La société a pour objet :

- l'acquisition, la souscription, la détention, la cession, l'échange de toutes valeurs mobilières et plus généralement de toutes participations, directes ou indirectes, dans le capital de sociétés françaises ou étrangères ;
- la participation de la Société par tous moyens, directement ou indirectement, à la création de sociétés nouvelles ;
- toutes prestations de services en matière commerciale, administrative, financière ou autre au profit de toute société contrôlée directement ou indirectement au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce par la Société et/ou de toute société dans lesquelles la Société détient des participations ;
- le financement par voie de prêt, d'avance ou par tous autres moyens (en ce compris tous prêt, avance, ou toute opération de trésorerie dans les limites prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur), l'octroi de garanties, telles que cautionnement ou aval, au profit des sociétés contrôlées directement ou indirectement au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce par la Société et/ou des sociétés dans lesquelles la Société détient des participations ;

- l'exercice de tout mandat social au sein de sociétés civiles ou commerciales ;
- l'acquisition, la vente, la construction, la mise en valeur, l'administration et l'exploitation par location ou autrement de tous immeubles, biens et droits immobiliers, dont elle pourrait devenir propriétaire ;
- la gestion de son propre patrimoine, tant immobilier que mobilier ;
- la participation à toutes entreprises ou sociétés françaises ou étrangères, créées ou à créer, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes.

Et généralement, toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, se rattachant directement ou indirectement à cet objet ou à des activités similaires, connexes ou complémentaires, ou susceptibles d'en favoriser la réalisation.

Capital social : 288 000 euros, divisé en 2 880 actions de 100 euros chacune de valeur nominale, intégralement libérées à la constitution en rémunération des apports en nature objet du présent traité, d'une valeur globale de 288 000 euros, rémunérés par l'émission de 2 880 actions de 100 € chacune de valeur nominale.

Exercice social : commence le 1^{er} décembre et finit le 30 novembre.

ARTICLE 2. APPORT

2.1 Objet de l'apport

Monsieur Ivan BOTREL, Apporteur, apporte sous les garanties ordinaires et de droit à la société en formation AB INVEST, Société Bénéficiaire, avec tous les droits et obligations y attachés, la nue-propiété de 30 actions qu'il détient dans le capital de la SOCIETE BOTREL FINANCIERE (ci-après désignées ensemble les « **ACTIONS** »), sous l'usufruit viager de Monsieur Michel BOTREL.

Les caractéristiques principales de la SOCIETE BOTREL FINANCIERE sont indiquées à l'ARTICLE 3 ci-après.

Cet apport est consenti sous les charges, clauses, conditions, garanties et réserves ci-après stipulées.

2.2 Capacité de l'Apporteur

L'Apporteur atteste avoir la libre disponibilité de la nue-propiété des ACTIONS apportées et la pleine capacité de disposer de la nue-propiété des ACTIONS.

Origine de propriété des ACTIONS détenues par l'Apporteur

Monsieur Ivan BOTREL, Apporteur, détient la nue-propiété de 124 actions de la SOCIETE BOTREL FINANCIERE, sous l'usufruit viager de Monsieur Michel BOTREL pour les avoir reçues lors de la transformation de la société en société par actions simplifiée en échange de la nue-propiété des 124 parts sociales numérotées de 3 à 14, 53 à 64 et 101 à 200.

Le démembrement de propriété des 124 actions susvisées résulte des opérations suivantes :

- Aux termes d'un acte de reconnaissance de transmission d'actions en nue-propriété à titre de partage anticipé en date du 28 septembre 1991, enregistré à la Recette de Guingamp le 15 octobre 1991 sous les mentions Folio 41, Bordereau 548, case n° 3, Monsieur Michel BOTREL et Madame Annick BOTREL ont reconnu avoir transmis à titre de partage anticipé à Monsieur Ivan BOTREL, Christophe BOTREL notamment la nue-propriété de la somme en espèces de 12.000 francs. Ce don manuel étant assorti d'un droit de retour et d'une interdiction d'aliéner et de clauses de remploi et de démembrement de produit de cession. Dans ce cadre, Monsieur Ivan BOTREL, Christophe BOTREL a apporté à la SOCIETE BOTREL FINANCIERE, au moment de sa constitution, une somme en espèces de dix mille francs, sous l'usufruit de Monsieur et Madame Michel BOTREL, sans réduction au décès du prémourant, et a déclaré que la somme démembrée de dix mille francs provenait d'un don manuel à titre de partage anticipé préalablement consenti et reconnu le 28 septembre 1991. Par l'effet de cette subrogation réelle, l'usufruit grevant les sommes apportées a été transposé sur les 100 parts sociales, numérotées de 101 à 200, de la SOCIETE BOTREL FINANCIERE créées en contrepartie de cet apport.
- Aux termes d'un acte authentique contenant donation à titre de partage anticipé reçu par Maître Odile HOMMEY-KERLAOUEZO, Notaire à GUINGAMP le 5 septembre 2006, Monsieur Michel BOTREL et Madame Annick BOTREL ont fait donation entre vifs à titre de partage anticipé au profit de Messieurs Ivan BOTREL, Christophe BOTREL et Bruno BOTREL et de Madame Sandrine BOTREL de la nue-propriété de 96 parts, numérotées de 3 à 50 et 53 à 100, de la société BOTREL FINANCIERE (383 143 344 RCS SAINT-BRIEUC) et de la nue-propriété de 76 actions de la Société ETABLISSEMENTS BOTREL. Cette donation partage étant assortie d'un droit de retour et d'une interdiction d'aliéner et de nantir. Dans ce cadre, Monsieur Ivan BOTREL s'est vu attribuer la nue-propriété de 24 parts sociales, numérotées de 3 à 14 et de 53 à 64, de la société BOTEL FINANCIERE.

Monsieur Ivan BOTREL déclare que, ainsi qu'il résulte de l'origine de propriété ci-dessus, la nue-propriété des ACTIONS de la SOCIETE BOTREL FINANCIERE qu'il apporte à la société AB INVEST, Société Bénéficiaire, lui appartiennent en propre ; en conséquence, les 2 880 actions de la Société Bénéficiaire qui lui seront attribuées en rémunération de son apport lui appartiendront également en propre.

Par acte sous seing privé en date du 20 juillet 2023 (dont une copie figure en **Annexe A**), Monsieur Michel BOTREL a notamment déclaré :

- Renoncer de manière ferme et définitive, au profit de Monsieur Ivan BOTREL, au droit de retour et à l'interdiction d'aliéner et de nantir stipulés :
 - dans l'acte de reconnaissance de transmission d'actions en nue-propriété à titre de partage anticipé en date du 28 septembre 1991 susvisé,
 - dans l'acte authentique contenant donation à titre de partage anticipé reçu par Maître Odile HOMMEY-KERLAOUEZO, Notaire à GUINGAMP le 5 septembre 2006, susvisé.
- Renoncer de manière ferme et définitive, au profit de Monsieur Ivan BOTREL, aux clauses de remploi et de démembrement de produit de cession stipulées dans l'acte de reconnaissance de transmission d'actions en nue-propriété à titre de partage anticipé en date du 28 septembre 1991 susvisé,

- Renoncer de manière ferme et définitive à se prévaloir, à l'encontre de Monsieur Ivan BOTREL, de l'action révocatoire correspondante stipulée :
 - dans l'acte de reconnaissance de transmission d'actions en nue-propriété à titre de partage anticipé en date du 28 septembre 1991 susvisé,
 - dans l'acte authentique contenant donation à titre de partage anticipé reçu par Maître Odile HOMMEY-KERLAOUÉZO, Notaire à GUINGAMP le 5 septembre 2006, susvisé.
- Lever lesdites interdictions et donner en conséquence et en tant que de besoin son accord pur et simple à la réalisation de la transmission par Monsieur Ivan BOTREL :
 - de tout ou partie de la nue-propriété des 124 actions détenues par Monsieur Ivan BOTREL dans le capital de la société BOTREL FINANCIERE (383 143 344 RCS SAINT-BRIEUC).

ARTICLE 3. CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE LA SOCIETE « BOTREL FINANCIERE »

La société « BOTREL FINANCIERE » (ci-après désignée sous le vocable la « **SOCIETE BOTREL FINANCIERE** » ou la « **SOCIETE** ») est une société par actions simplifiée au capital de 7 622,45 euros, dont le siège social est situé 8, rue Marion du Faouët – ZA de KERGUE OUEST – 22970 PLOUMAGOAR, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 383 143 344 RCS SAINT-BRIEUC.

La SOCIETE BOTREL FINANCIERE a été constituée sous la forme de société civile aux termes d'un acte sous seing privé en date à GRACES du 26 septembre 1991, enregistré à GUINGAMP le 26 septembre 1991, folio 15 volume 8, bordereau 514/1. Elle a été transformée en société par actions simplifiée aux termes des délibérations de l'assemblée générale mixte, ordinaire et extraordinaire, des associés en date du 13 juillet 2023.

La SOCIETE BOTREL FINANCIERE a pour objet :

- *« l'acquisition, la souscription, la détention, la cession, l'échange de toutes valeurs mobilières et plus généralement de toutes participations, directes ou indirectes, dans le capital de sociétés françaises ou étrangères ;*
- *la participation de la Société par tous moyens, directement ou indirectement, à la création de sociétés nouvelles ;*
- *toutes prestations de services en matière commerciale, administrative, financière ou autre au profit de toute société contrôlée directement ou indirectement au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce par la Société ;*
- *le financement par voie de prêt, d'avance ou par tous autres moyens, l'octroi de garanties, telles que cautionnement ou aval, au profit des sociétés contrôlées directement ou indirectement au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce par la Société ;*
- *l'exercice de tout mandat au sein des sociétés contrôlées directement ou indirectement au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce par la Société.*
- *la participation à toutes entreprises ou sociétés françaises ou étrangères, créées ou à créer, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes.*

et généralement, toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, se rattachant directement ou indirectement à cet objet ou à des activités similaires, connexes ou complémentaires, ou susceptibles d'en favoriser la réalisation. »

Le capital social de la SOCIETE BOTREL FINANCIERE d'un montant de 7 622,45 euros est divisé en 500 actions de 15,24 euros chacune de valeur nominale, intégralement souscrites et libérées.

L'exercice social de cette SOCIETE commence le 1^{er} octobre et se termine le 30 septembre de l'année suivante.

La durée de cette SOCIETE est de 50 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés intervenue le 7 octobre 1991.

L'apport des ACTIONS de la SOCIETE BOTREL FINANCIERE est soumis aux dispositions de l'article 11.2 des statuts de la SOCIETE qui prévoient une clause d'agrément :

« 11.2 Transferts de Titres entre vifs

11.2.1. Champ d'application de l'agrément

Tout Transfert de Titres entre vifs est soumis à la procédure d'agrément définie au 11.2.2 du présent article. Par extension, est assimilé à un Transfert entre vifs le Transfert réalisé par ou au profit d'une personne morale, sauf dans l'hypothèse où le Transfert au profit de ladite personne morale résulte du décès du Titulaire Transférant (auquel cas, il est régi par les stipulations du 11.3 du présent article).

*Par exception à ce qui précède, les Titres se Transfèrent librement au profit d'un Associé ou d'une personne ayant la qualité d'Usufruitier de Titres (ou d'usufruitier agréé, dans l'hypothèse d'un usufruit successif préalablement agréé) (les « **Transferts Libres** » ou un « **Transfert Libre** »).*

(...)

11.2.2.2 Dans les trente jours suivant la réception de la Notification du Projet de Transfert par la Société, le président soumet le projet de Transfert à l'agrément de la collectivité des associés, qui statue dans les conditions prévues à l'article 17 ci-après. La décision n'a pas à être motivée. »

La SOCIETE BOTREL FINANCIERE est soumise au régime fiscal de l'impôt sur les sociétés.

La Société Bénéficiaire dispense expressément l'Apporteur de décrire plus amplement la SOCIETE BOTREL FINANCIERE.

ARTICLE 4. EVALUATION DES APPORTS – REMUNERATION DE L'APPORT

4.1 Evaluation des apports

La valeur de la nue-propiété des 30 ACTIONS de la SOCIETE BOTREL FINANCIERE a été arrêtée à un montant de 9 600 € par action, soit pour l'ensemble de la nue-propiété des ACTIONS apportées aux termes du présent acte, une valeur totale de 288 000 euros.

Mode de détermination de la valeur des apports :

L'Apporteur déclare et reconnaît avoir arrêté la valeur des ACTIONS apportées directement, sans l'intervention du rédacteur des présentes, sur la base d'une valeur en pleine propriété de 12 000 euros par action, sachant qu'eu égard à l'âge de Monsieur Michel BOTREL (moins de 91 ans révolus), la valeur de l'usufruit réservé est évalué à 20 % de la valeur de la pleine propriété conformément à l'article 669 du Code général des impôts, d'où une valeur de la nue-propiété transmise égale à 80 % de la valeur de la pleine propriété.

En conséquence, la valeur de la nue-propiété d'une action de la SOCIETE BOTREL FINANCIERE a été évaluée par les Parties à 9 600 euros (soit $12\,000\text{ €} \times 80\%$),.

Il est par ailleurs précisé que la société AGECA AUDIT, société à responsabilité limitée de commissariat aux comptes, dont le siège social est situé 5, rue Jean Rostand - 22440 PLOUFRAGAN, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 480 775 741 RCS SAINT-BRIEUC, a été nommée en qualité de commissaire aux apports par décision du futur associé unique de la Société Bénéficiaire en date du 17 juillet 2023, a établi le rapport prévu aux articles L. 225-14 et R. 225-8 du Code de commerce sur les apports susvisés et leur évaluation.

Conformément aux dispositions de l'article R. 225-14 du Code de commerce, ce rapport a été déposé au lieu du siège social et tenu à la disposition du futur associé.

4.2 Rémunération des apports

En contrepartie des apports en nature sus-indiqués évalués à la somme globale de 288 000 €, l'Apporteur recevra la pleine propriété de 2 880 actions de 100 euros chacune de valeur nominale de la Société Bénéficiaire.

Le nombre total des actions de la Société Bénéficiaire, bénéficiaire desdits apports, attribuées en pleine propriété en rémunération des apports en nature compris dans le présent acte s'élève ainsi à 2 880 actions, lesquelles sont entièrement souscrites et libérées.

Ainsi qu'il est indiqué à l'Article 2 ci-dessus, l'Apporteur détient la nue-propiété exclusive des ACTIONS qui constituent des biens propres et ne sont comprises dans aucune indivision. En conséquence, les 2 880 actions de la Société Bénéficiaire qui seront attribuées à Monsieur Ivan BOTREL, Apporteur, en rémunération de l'apport des ACTIONS, constitueront des biens propres de Monsieur Ivan BOTREL et ne seront comprises dans aucune indivision.

ARTICLE 5. TRANSFERT DE LA NUE-PROPRIETE DES ACTIONS

5.1 Nue-Propriété des ACTIONS

La société AB INVEST, Société Bénéficiaire, aura la nue-propriété des ACTIONS apportées, sous l'usufruit de Monsieur Michel BOTREL, et sera subrogée dans tous les droits et obligations attachés aux ACTIONS apportées à compter de la date de réalisation définitive de l'apport, c'est-à-dire à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, concomitamment à l'inscription de la nue-propriété des ACTIONS au compte de la Société Bénéficiaire qui sera ouvert dans les livres de la SOCIETE BOTREL FINANCIERE, conformément aux dispositions des articles L. 228-1 et R. 228-10 du Code de commerce.

Le jour de la réalisation définitive de l'apport, l'Apporteur remettra à la Société Bénéficiaire l'ordre de mouvement signé permettant l'inscription en compte de la nue-propriété des ACTIONS au nom de la Société Bénéficiaire et donnant instruction à la SOCIETE BOTREL FINANCIERE, ce qui est expressément accepté par la Société Bénéficiaire, de transcrire l'apport de la nue-propriété des ACTIONS dans les comptes-titres d'actionnaires à la date de réalisation définitive de l'apport.

L'Apporteur s'engage, en conséquence, à notifier à la SOCIETE BOTREL FINANCIERE, dès la date de réalisation définitive de l'apport, le présent apport d'ACTIONS en vue de le lui rendre opposable.

La Société Bénéficiaire se conformera strictement aux clauses et conditions des statuts de la SOCIETE BOTREL FINANCIERE.

5.2 Droit aux dividendes

Tout dividende, acompte sur dividende ou tout autre produit revenant à la nue-propriété des ACTIONS, quelle que soit l'origine des répartitions, dont la distribution sera décidée à compter de la date de réalisation définitive de l'apport, bénéficiera exclusivement et totalement à la société AB INVEST, Société Bénéficiaire.

ARTICLE 6. AUTORISATION DE L'APPORT – AGREMENT

L'apport de la nue-propriété des ACTIONS à la Société Bénéficiaire a été agréé, conformément aux dispositions de l'article 11.2 des statuts de la SOCIETE BOTREL FINANCIERE, en vertu d'une délibération de l'assemblée générale mixte, ordinaire et extraordinaire, des associés en date du 13 juillet 2023.

ARTICLE 7. CHARGES ET CONDITIONS

La Société Bénéficiaire prendra les ACTIONS apportées dans l'état où elles se trouveront le jour de l'entrée en jouissance, sans qu'elle puisse présenter une réclamation quelconque à ce sujet, ni prétendre à aucune indemnité, pour quelque cause que ce soit.

Il est expressément convenu que le présent apport est exclusif de toute garantie d'actif et de passif, de la part de l'Apporteur à l'égard de la Société Bénéficiaire, des apports compris dans le présent acte.

En conséquence, l'Apporteur ne sera tenu à aucune indemnité à l'égard de la Société Bénéficiaire en cas de diminution d'actif ou d'augmentation de passif de la SOCIETE BOTREL FINANCIERE dont les ACTIONS sont apportées, susceptible de se révéler après la réalisation définitive du présent apport et dont l'origine serait antérieure à la date de cette réalisation.

La Société Bénéficiaire supportera les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites.

ARTICLE 8. DECLARATIONS ET GARANTIES

L'Apporteur déclare et garantit que :

- il est, à la date des présentes, nu-propriétaire des ACTIONS,
- sous réserve du démembrement des ACTIONS, les ACTIONS sont libres de tout gage, sûreté, nantissement et plus généralement de tout droit quelconque au profit d'un tiers ;
- que les ACTIONS ont été valablement émises, souscrites et sont entièrement libérées, et n'ont pas été amorties ;
- qu'il a la pleine capacité et tous pouvoirs et autorisations pour s'engager au titre des présentes ;
- que rien dans sa situation juridique ne s'oppose, à la date des présentes, à la réalisation des opérations lui incombant visées aux présentes.

ARTICLE 9. REGIME FISCAL

9.1 Impôts directs – fiscalité des plus values

Les apports visés dans le présent acte constituent, par principe, des opérations à titre onéreux imposables au regard du régime des plus-values.

Toutefois, aux termes de l'article 150-0 B ter du Code Général des Impôts, dès lors que l'Apporteur personne physique détient le contrôle de la Société Bénéficiaire – cette condition étant appréciée à la date de l'apport, en tenant compte des droits détenus par le contribuable à l'issue de l'apport - la plus-value dégagée lors du présent apport de titres bénéficie de plein droit du régime de report d'imposition qui prendra fin lors de la survenance d'évènements énumérés par cette disposition.

En outre, l'Apporteur devra accomplir l'ensemble des obligations déclaratives inhérentes au report d'imposition, dont les modalités sont définies par un décret en Conseil d'Etat.

Pour le cas où l'Apporteur ne détient pas le contrôle de la Société Bénéficiaire, la plus-value dégagée lors du présent apport de titres bénéficie automatiquement du sursis d'imposition de l'article 150-0 B du Code Général des Impôts.

9.2 Enregistrement

AB

IR

En application de l'article 810 I du Code général des impôts, les apports ainsi effectués, constituant des apports purs et simples de biens autres que ceux visés à l'article 809 I 3 ° du CGI, sont enregistrés gratuitement.

ARTICLE 10. **AFFIRMATION DE SINCERITE**

L'Apporteur affirme expressément, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts :

- que le présent acte exprime l'intégralité de la valeur réelle de la nue-propriété des ACTIONS à apporter et de la rémunération de cet apport et qu'il n'est ni modifié, ni contredit par aucune contre-lettre,
- que la valeur nette de l'apport est exclusivement rémunérée par des droits sociaux, sans soulte au profit de l'Apporteur.

Il reconnaît avoir été informé des sanctions encourues en cas d'inexactitude de ces affirmations.

ARTICLE 11. **FRAIS**

Tous les frais, droits et honoraires des présentes et ceux qui en seront la suite ou la conséquence seront supportés par la Société Bénéficiaire qui s'y oblige.

ARTICLE 12. **POUVOIRS**

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un exemplaire des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités légales ou administratives.

Fait en trois (3) exemplaires originaux
A Plérin
Le 18 septembre 2023

L'Apporteur

Monsieur Ivan BOTREL



Annexe A

Acte sous seing privé en date du 20 juillet 2023 de Monsieur Michel BOTREL

**RENONCIATION AU DROIT DE RETOUR
ET A L'INTERDICTION D'ALIENER**

LE SOUSSIGNE :

Monsieur Michel BOTREL, demeurant à Loc Ménard – 22200 GRACES, né à BOURBRIAC le 6 octobre 1935, de nationalité française, veuf de Madame Annick BOTREL, née MENARD à Nantes le 11 janvier 1936,

DECLARE ET RECONNAIT :

1. Qu'aux termes d'un acte sous seing privé en date du 20 décembre 1982, enregistré à Guingamp le 15 février 1983 sous les mentions Bordereau 97, case n° 32, Monsieur Michel BOTREL et Madame Annick BOTREL ont reconnu avoir transféré :

- à Monsieur Ivan BOTREL, la pleine propriété de 162 actions de la société « ETABLISSEMENTS BOTREL » (ci-après désignée sous le vocable la « Société ETABLISSEMENTS BOTREL »), société par actions simplifiée au capital de 540 000 euros, dont le siège social est situé 8, rue Marion du Faouët - ZA de KERGRE OUEST - 22970 PLOUMAGOAR, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 303 336 465 RCS SAINT-BRIEUC,
- à Monsieur Christophe BOTREL, la pleine propriété de 167 actions de la Société ETABLISSEMENTS BOTREL,
- et à Monsieur Bruno BOTREL, la pleine propriété de 166 actions de la Société ETABLISSEMENTS BOTREL,

ces donations indirectes étant assorties d'un droit de retour et d'une interdiction d'aliéner.

2. Qu'aux termes d'un acte de reconnaissance de transmission d'actions en nue-propriété à titre de partage anticipé en date du 28 septembre 1991, enregistré à la Recette de Guingamp le 15 octobre 1991 sous les mentions Folio 41, Bordereau 548, case n° 3, Monsieur Michel BOTREL et Madame Annick BOTREL ont reconnu avoir transmis à titre de partage anticipé à Messieurs Ivan BOTREL, Christophe BOTREL et Bruno BOTREL et Madame Sandrine BOTREL la nue-propriété de la somme en espèces de 12.000 francs à chacun d'eux et d'autre part de la nue-propriété de 473 actions de la société ETABLISSEMENTS BOTREL, à savoir, de 80 actions à Monsieur Ivan BOTREL, de 75 actions à Monsieur Christophe BOTREL, de 76 actions à Monsieur Bruno BOTREL et de 242 actions à Mademoiselle Sandrine BOTREL. Ces dons manuels et donations indirectes étant assorti d'un droit de retour et d'une interdiction d'aliéner et de clauses de remploi et de démembrement de produit de cession. Par l'effet de cette subrogation réelle, l'usufruit grevant les sommes apportées a été transposé sur les 100 parts sociales, numérotées de 101 à 200, de la SOCIETE BOTREL FINANCIERE créées en contrepartie de cet apport.
3. Qu'aux termes d'un acte authentique contenant donation à titre de partage anticipé reçu par Maître Odile HOMMEY-KERLAOUEZO, Notaire à GUINGAMP le 5 septembre 2006, Monsieur Michel BOTREL et Madame Annick BOTREL ont fait donation entre vifs à titre de partage anticipé au profit de Messieurs Ivan BOTREL, Christophe BOTREL et Bruno BOTREL et de Madame Sandrine BOTREL de la nue-propriété de 96 parts, numérotées de 3 à 50 et 53 à 100, de la société BOTREL FINANCIERE (383 143 344 RCS SAINT-BRIEUC) et de la nue-propriété de 76 actions de la Société ETABLISSEMENTS BOTREL. Cette donation partage étant assortie d'un droit de retour et d'une interdiction d'aliéner et de nantir. Dans ce cadre, Monsieur Ivan BOTREL s'est vu attribuer la nue-propriété de 24 parts sociales, numérotées de 3 à 14 et de 53 à 64, de la société BOTEL FINANCIERE.
4. Que la SOCIETE BOTREL FINANCIERE a été constituée sous la forme de société civile aux termes d'un acte sous seing privé en date à GRACES du 26 septembre 1991, enregistré à GUINGAMP le 26 septembre 1991, folio 15 volume 8, bordereau 514/1. Elle a été transformée

MB

AB JB

en société par actions simplifiée aux termes des délibérations de l'assemblée générale mixte, ordinaire et extraordinaire, des associés en date du 13 juillet 2023.

5. Qu'il a pris connaissance du projet de transmission, en une ou plusieurs fois, par Monsieur Ivan BOTREL, demeurant à « Le Chêne rond » - 22410 PLOURHAN, né à NANTES le 15 janvier 1959, de nationalité française :
- de tout ou partie de la nue-propiété des 124 actions détenues par Monsieur Ivan BOTREL dans le capital de la société BOTREL FINANCIERE (383 143 344 RCS SAINT-BRIEUC), et/ou
 - de tout ou partie des 30 actions détenues en pleine propriété et/ou de tout ou partie des 19 actions détenues en nue-propiété par Monsieur Ivan BOTREL dans la Société ETABLISSEMENTS BOTREL.

CECI EXPOSE, Monsieur Michel BOTREL, soussigné, déclare :

- Renoncer de manière ferme et définitive, au profit de Monsieur Ivan BOTREL, au droit de retour et à l'interdiction d'aliéner et de nantir stipulés :
 - dans l'acte sous seing privé en date du 20 décembre 1982 visé au point 1. ci-dessus,
 - dans l'acte de reconnaissance de transmission d'actions en nue-propiété à titre de partage anticipé en date du 28 septembre 1991 visé au point 2. ci-dessus,
 - dans l'acte authentique contenant donation à titre de partage anticipé reçu par Maître Odile HOMMEY-KERLAOUEZO, Notaire à GUINGAMP le 5 septembre 2006, visé au point 3. ci-dessus.
- Renoncer de manière ferme et définitive, au profit de Monsieur Ivan BOTREL, aux clauses de remploi et de démembrement de produit de cession stipulées dans l'acte de reconnaissance de transmission d'actions en nue-propiété à titre de partage anticipé en date du 28 septembre 1991 visé au point 2. ci-dessus,
- Renoncer de manière ferme et définitive à se prévaloir, à l'encontre de Monsieur Ivan BOTREL, de l'action révocatoire correspondante stipulée :
 - dans l'acte sous seing privé en date du 20 décembre 1982 visé au point 1. ci-dessus,
 - dans l'acte de reconnaissance de transmission d'actions en nue-propiété à titre de partage anticipé en date du 28 septembre 1991 visé au point 2. ci-dessus,
 - dans l'acte authentique contenant donation à titre de partage anticipé reçu par Maître Odile HOMMEY-KERLAOUEZO, Notaire à GUINGAMP le 5 septembre 2006, visé au point 3. ci-dessus.
- Lever lesdites interdictions et donner en conséquence et en tant que de besoin son accord pur et simple à la réalisation de la transmission par Monsieur Ivan BOTREL, en une ou plusieurs fois :
 - de tout ou partie de la nue-propiété des 124 actions détenues par Monsieur Ivan BOTREL dans le capital de la société BOTREL FINANCIERE (383 143 344 RCS SAINT-BRIEUC), et/ou
 - de tout ou partie des 30 actions détenues en pleine propriété et/ou de tout ou partie des 19 actions détenues en nue-propiété par Monsieur Ivan BOTREL dans la Société ETABLISSEMENTS BOTREL.

Fait à GRACES, le 20 juillet 2023
En trois originaux

Monsieur Michel BOTREL



AB

IB

ANNEXE 2

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS

AGECA AUDIT

5 rue Jean Rostand

22440 PLOUFRAGAN

Tél. : 02.96.68.32.10

Fax : 02.96.68.32.11

e mail : saintbrieuc@ageca-conseils.fr

Site internet : http://infos.votrexpert.com/ageca_conseils/

Commissaires aux Comptes

- Bernard LE DENMAT

- Christophe LE ROUX

- Aurélie LEMOINE

Nos réf. :

CLR/AL RAPP.APPORT SAS AB INVEST

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS

A l'associé unique,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par acte de nomination établi par le futur associé unique en date du 17 juillet 2023, concernant l'apport en nature des actions de la Société SAS BOTREL FINANCIERE à la Société SAS AB INVEST, devant être effectué par Monsieur BOTREL Ivan, nous avons établi le présent rapport sur la valeur de l'apport.

L'apport envisagé est décrit dans le projet de contrat d'apport en nature, en annexe de notre rapport. Il nous appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur de l'apport n'est pas surévaluée.

À cet effet, nous avons effectué nos diligences selon la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes applicable à cette mission. Cette doctrine requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur nominale des actions à émettre par la société bénéficiaire de l'apport.

Notre mission prenant fin avec le dépôt du rapport, il ne nous appartient pas de mettre à jour le présent rapport pour tenir compte des faits et circonstances postérieurs à sa date de signature.

Nous vous prions de trouver, ci-après, nos constatations et conclusion présentées dans l'ordre suivant :

- A. Présentation de l'opération et description de l'apport ;
- B. Diligences accomplies et appréciation de la valeur de l'apport ;
- C. Vérifications effectuées ;
- D. Conclusion.

CR

IB

AB

A. PRESENTATION DE L'OPERATION ET DESCRIPTION DE L'APPORT :

1. Présentation des sociétés et des parties en présence :

11. Personne physique apporteuse

La société SAS AB INVEST va recevoir la nue-propriété de :

- 30 actions sur les 500 titres composant le capital de la société SAS BOTREL FINANCIERE, détenues par Monsieur BOTREL Ivan.

12. Société bénéficiaire SAS AB INVEST

Conformément au projet de l'opération, la société bénéficiaire de l'apport est la SAS AB INVEST au capital de 288 000 € ayant son siège social 30 rue de Cariou – 22350 CAULNES.

Cette société sera constituée par l'apport des 30 actions de la SAS BOTREL FINANCIERE.

Elle sera dirigée par Monsieur BOTREL Arthur, futur Président.

13. Société SAS BOTREL FINANCIERE dont les titres sont apportés

La société présente les principales caractéristiques suivantes :

Objet :

La société a pour objet, en France et à l'étranger :

- L'acquisition, la souscription, la détention, la cession, l'échange de toutes valeurs mobilières et plus généralement de toutes participations, directes ou indirectes, dans le capital de sociétés françaises ou étrangères ;
- La participation de la Société par tous moyens, directement ou indirectement, à la création de sociétés nouvelles ;
- Toutes prestations de services en matière commerciale, administrative, financière ou autre au profit de toute société contrôlée directement ou indirectement au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce par la Société ;
- Le financement par voie de prêt, d'avance ou par tous autres moyens, l'octroi de garanties, telles que cautionnement ou aval, au profit des sociétés contrôlées directement ou indirectement au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce par la Société ;
- L'exercice de tout mandat au sein des sociétés contrôlées directement ou indirectement au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce par la Société.
- La participation à toutes entreprises ou sociétés françaises ou étrangères, créées ou à créer, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes.

Et généralement, toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, se rattachant directement ou indirectement à cet objet ou à des activités similaires, connexes ou complémentaires, ou susceptibles d'en favoriser la réalisation.

CM

AB

JB

Constitution :

La société a été constituée sous la forme d'une société civile en date du 07 octobre 1991, puis transformée en société par actions simplifiée par Assemblée Générale Extraordinaire en date du 13 juillet 2023. Elle est enregistrée au RCS de SAINT BRIEUC sous le numéro 383 143 344.

Son capital social est de 7622,45 € divisé en 500 actions de 15,24 €. Il est détenu à hauteur de :

- 500 actions par Monsieur BOTREL Michel dont :
 - 4 titres en pleine propriété ;
 - 496 titres en usufruit viager.
- 124 actions en nue-propriété par Monsieur BOTREL Ivan, sous l'usufruit viager de Monsieur BOTREL Michel ;
- 124 actions en nue-propriété par Monsieur BOTREL Christophe, sous l'usufruit viager de Monsieur BOTREL Michel ;
- 124 actions en nue-propriété par Monsieur BOTREL Bruno, sous l'usufruit viager de Monsieur BOTREL Michel ;
- 124 actions en nue-propriété par l'indivision successorale née du décès de Madame BOTREL Sandrine, sous l'usufruit viager de Monsieur BOTREL Michel.

La société clôture son exercice social le 30 septembre de chaque année et relève de l'impôt sur les sociétés.

2. Description de l'opération

Les modalités de réalisation de l'apport sont exposées, de façon détaillée, dans le projet de contrat d'apport (en annexe de notre rapport).

Elles peuvent se résumer comme suit :

21. *Conditions suspensives*

Aucune condition suspensive n'est inscrite dans le contrat d'apport.

22. *Rémunération des apports au capital de la Société AB INVEST*

En rémunération des apports, évalués à la somme totale de 288 000 €, la société bénéficiaire émettra en faveur de Monsieur BOTREL Ivan, 2 880 actions d'une valeur nominale de 100 euros chacune.

23. *Avantages particuliers stipulés*

Il n'y a pas d'avantage particulier octroyé dans le cadre de l'apport.

24. *Déclarations fiscales*

L'apporteur bénéficiera du report d'imposition automatique prévu par les dispositions de l'article 150-0 B ter du CGI par application des dispositions fiscales à ce jour.

CM
TR
AB

Le report d'imposition prendra fin et l'apporteur deviendra imposable au titre de l'année au cours de laquelle interviendra l'un des événements décrits à l'article 150-0 B ter précité.

3. Présentation de l'apport

31. *Description de l'apport*

Les parties ont retenu une valeur de 6 000 000,00 € pour les 500 actions de la SAS BOTREL FINANCIERE, soit 12 000,00 € le titre, selon l'évaluation qui a été faite par l'Expert-Comptable de la société, Monsieur Thierry GAUTHERON du cabinet KPMG (en annexe de notre rapport).

Les 30 actions apportées par Monsieur BOTREL Ivan, ont une valeur de 360 000 € en pleine propriété.

La valeur de la nue-propriété des 30 actions apportée par Monsieur BOTREL est de 288 000 €.

B. DILIGENCES ACCOMPLIES ET APPRECIATION DE LA VALEUR DE L'APPORT

1. Diligences mises en œuvre par le commissaire aux apports

Nous avons effectué les diligences que nous avons estimées nécessaires, par référence à la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Notre mission a pour objet d'éclairer le futur associé unique de la SAS AB INVEST sur la valeur de l'apport devant être effectué par Monsieur Ivan BOTREL.

Nous avons notamment :

- Echangé avec les personnes en charge de l'opération pour prendre connaissance de son contexte, des modalités comptables, juridiques et fiscales envisagées, en marge de l'examen du contenu du projet de traité d'apport ;
- Consulté les documents juridiques et financiers mis à notre disposition concernant la vie sociale ;
- Pris connaissance de l'activité de la SAS BOTREL FINANCIERE ainsi que de ses filiales ;
- Examiné les approches d'évaluation mises en œuvre entre les parties.

Par lettre d'affirmation en date du 28 août 2023, le Président de la société BOTREL FINANCIERE nous a confirmé qu'il n'avait pas eu connaissance d'événements intervenus postérieurement à la date des derniers comptes annuels arrêtés au 30 septembre 2022 de nature à affecter de manière significative le montant des capitaux propres de la société à ce jour, ni de distribution de dividendes depuis l'ouverture du nouvel exercice.

Aux termes du projet de contrat d'apport, les parties sont convenues de retenir la valeur réelle estimée des actions de la société SAS BOTREL FINANCIERE en tant que valeur d'apport.

CM

AB

TR

Le choix de cette méthode de valorisation est conforme aux dispositions du règlement CRC n°2004-01 du 4 mai 2004 relatif au traitement comptable des fusions et opérations assimilées et n'appelle, en conséquence, pas de commentaire de notre part.

2. Réalité de l'apport

Dans le cadre de nos travaux, nous nous sommes assurés de la pleine propriété et du démembrement des actions de la société SAS BOTREL FINANCIERE.

3. Evaluation des actions

L'apport porte sur 30 actions du capital de la SAS BOTREL FINANCIERE sur les 500 titres composant son capital.

Le résultat dégagé lors du dernier exercice clôturé au 30/09/2022 par la SAS BOTREL FINANCIERE était bénéficiaire de 495 074 €. Les capitaux propres étaient de 4 724 114 € (dont 7 622 € de capital social) avec une trésorerie de 476 533 € (cf. bilan et compte de résultat en annexes).

Pour valoriser les titres, le cabinet KPMG a utilisé l'approche patrimoniale qui correspond à l'actif net comptable réévalué de la plus-value latente sur les titres de la filiale.

Le cabinet KPMG a estimé que la valeur de l'entreprise se situait à environ 7 000 000 €. Les parties ont retenu une valeur d'entreprise à 6 000 000 €.

La valeur des 500 actions composant le capital de la SAS BOTREL FINANCIERE est donc de 6 000 000 €, soit 12 000 € par action.

La valeur retenue s'élève à 288 000 € pour les 30 actions démembrées apportées par Monsieur BOTREL, soit 80% de la valeur au titre de la nue-propriété des 30 actions.

En conséquence de ce qui précède, on peut estimer que la valeur des actions apportées est au moins égale à la valeur nominale.

La valeur des titres démembrés apportés pour 288 000 € (30 actions) n'est donc pas surévaluée.

C. VERIFICATIONS EFFECTUEES :

Nous avons effectué nos diligences selon les normes de la Compagnie des Commissaires aux Comptes applicables à cette mission. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées :

- d'une part, à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins au montant de l'augmentation de capital de la société bénéficiaire de l'apport en nature,
- d'autre part, à apprécier, le cas échéant, les avantages particuliers stipulés.

L'évaluation a été effectuée sur la base des documents transmis par Monsieur BOTREL Ivan, ainsi que de ses conseils.

CM
AB IR

Nous nous sommes assuré qu'aucun événement de nature à modifier la valeur des apports, n'est intervenu depuis la clôture des derniers comptes annuels.

Les valeurs nettes retenues pour les apports en nature des actions apportées à la SAS AB INVEST s'élèvent par conséquent à 288 000 € pour les 30 actions démembrées de la SAS BOTREL FINANCIERE, apportées par Monsieur BOTREL Ivan.

Ces montants ne nous paraissent pas surévalués.

D. CONCLUSION :

Sur la base de nos travaux et à la date du présent rapport, nous sommes d'avis :

- que la valeur des apports retenue s'élevant à 288 000 € pour les 30 actions de la SAS BOTREL FINANCIERE, apportées par Monsieur BOTREL Ivan n'est pas surévaluée,
- et, en conséquence, que l'actif net est au moins égal au montant de l'augmentation de capital de la société bénéficiaire de l'apport en nature.

Aucun avantage particulier n'est stipulé dans la convention.

Fait à Ploufragan,
le 29 août 2023

Le Commissaire aux apports,
Société AGECA AUDIT représentée par
Christophe LE ROUX

